



Dr. Olivier Buirette

Depuis le 31 mai 2017, un homme nouveau est à la tête de la Serbie : Alexandre Vucic. Celui qui avait remporté les élections dès le premier tour déclara en recevant en septembre 2021 la chancelière allemande, Angela Merkel, alors en tournée d'adieu, que le chemin de la Serbie vers l'adhésion à l'UE serait encore long. Si le président de la Serbie souffle le chaud et le froid dans les relations de son pays avec l'occident, on lui reprochera également rapidement de développer une sorte de culte de la personnalité, tandis que sa présidence a commencé par des actions symboliques.

En effet, du 8 au 9 septembre 2018, Alexandre Vucic a effectué une visite au Kosovo en vue de la recherche d'un accord avec Hashim Thaçi, le président kosovar de l'époque, sur les échanges de territoires. Lors de ce déplacement centré sur des négociations diplomatiques, le président serbe a tenu des propos jugés nationalistes en qualifiant l'ancien président Milosevic de « grand Serbe », estimant que « ses intentions étaient les meilleures, même si ses résultats ont été les pires ».

Ceci ne devait pourtant pas l'empêcher en décembre 2018 de recevoir le Lion d'or de Venise pour la Paix en raison de ses efforts d'ouverture et de réconciliation envers tous les pays voisins de la

Alexandre Vucic ou l'émergence d'un nouveau leader en Serbie ?

Serbie ainsi que pour sa recherche de dialogue avec les Albanais du Kosovo. Cette facette pro-européenne ne le freina pourtant pas quand il fut question de déplacer, à la demande des États-Unis, l'ambassade serbe à Jérusalem et de désigner le Hezbollah « organisation terroriste ». Deux entreprises qui le démarquaient nettement des positions européennes et surtout françaises en la matière.

Le président serbe continue néanmoins d'affirmer son pouvoir, non sans contestation. L'agression à coups de barre de fer d'un dirigeant de l'opposition en novembre 2018 a déclenché plusieurs semaines de manifestations contre le gouvernement dans de nombreuses villes du pays sur fond de dénonciation d'un régime de plus en plus autoritaire. Les partis d'opposition décidèrent alors de boycotter le scrutin législatif de 2020, affirmant protester contre l'autoritarisme du pouvoir qui s'est confirmé en juillet 2020 avec une loi visant à restreindre les activités des ONG et des médias indépendants.

Tout ceci nous rappelle les diverses mesures prises dans le même sens en Hongrie par Viktor Orban depuis 2010. Les premiers ministres de Serbie et de Hongrie, Ana Brnabić et Viktor Orban, devaient ainsi signer un accord de rela-

tions cordiales et de partenariat stratégique à Budapest. En même temps, les ministres concernés ont également signé sept documents sur la coopération en matière de commerce, d'agriculture et de relations diplomatiques.

Viktor Orban devait alors déclarer que les relations avec la Serbie avaient atteint un « niveau sans précédent » et ainsi réitérer son plein engagement en faveur de l'intégration de la Serbie à l'UE, ceci nous amenant à voir que Belgrade n'hésite pas à s'appuyer sur des pays en disgrâce vis-à-vis de Bruxelles — le premier ministre hongrois s'est engagé dans une série d'affrontements avec l'UE sur des questions allant de son traitement des réfugiés aux pressions exercées sur les universitaires, les juges et les médias — pour tenter paradoxalement de se rapprocher de l'UE.

Alors que Viktor Orban s'est rendu à Belgrade le 8 juillet, il a également assisté, le 15 septembre dernier, à la commémoration de la Journée de l'unité, de la liberté et du drapeau national serbe qui s'est tenue sur la place de la Save à Belgrade, à proximité de la statue du roi Stefan Nemanja. Nombre de personnalités ont participé à cet événement, notamment le président Alexandre Vucic, le premier ministre Ana Brnabić, le patriarche Porphyre de l'Église orthodoxe



serbe, les membres du gouvernement, le président du Parlement Ivica Đaćić, le représentant serbe de la Présidence fédérale bosnienne Milorad Dodik, ainsi que des élus locaux, quelques dizaines de représentants diplomatiques et de nombreux Belgradois. Le discours du président de Serbie a été marqué par une glorification des héros nationaux et le rappel du courage des armées serbes auxquelles aucun ennemi n'a pu prendre un de ses 51 drapeaux de régiment : « Les porte-drapeaux sont morts, mais les drapeaux ont survécu ». Vucic acheva son discours en ajoutant que « la liberté de la Serbie n'avait pas de prix ». Il faut dire que le souvenir traumatisant de la Première Guerre mondiale est encore très présent dans les mémoires. Ces chiffres se suffiront à eux même : en 1914, le petit royaume serbe comptait 4,5 millions d'habitants et a finalement déploré 1,25 million de morts civils et militaires.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourd'hui.la-turquie.com



Suphi Baykam

La Turquie connaît Muharrem İnce, professeur de physique à Yalova (ville située au sud d'Istanbul, sur la mer de Marmara), comme un homme engagé dans la politique du pays depuis son plus jeune âge. Après avoir été le candidat du CHP (Parti républicain du peuple) à la présidentielle de 2018, M. İnce n'a cessé de travailler, participant à plus de 100 rassemblements politiques en moins de 55 jours.

Pourtant, en 2018, l'Alliance de la nation (*Millet İttifakı*) qui réunissait en son sein le CHP, le Bon Parti (*İyi Parti*), le Parti de la félicité (*Saadet Partisi*) et le Parti démocrate (*Demokrat Parti*) désirait miser sur l'ancien Président Abdullah Gül. Mais c'était sans compter sur M. İnce qui a réussi à faire échouer ce plan lors d'une conférence de presse durant laquelle il avait démontré que cette stratégie était une erreur notamment du fait qu'Abdullah Gül ne correspondait pas à

Le chef kémaliste de la rupture

l'idéologie de l'Alliance quant à la République. En outre, il ne faut pas oublier que la présidente générale du Bon Parti, Meral Akşener, avait également annoncé sa candidature et avait obligé les autres partis de l'opposition à investir leur propre candidat.

Avant même les élections, des rumeurs circulaient quant au fait que Kemal Kılıçdaroğlu, président général du CHP depuis 2010, et les autres dirigeants du CHP ne soutenaient pas suffisamment M. İnce durant sa campagne. Cela s'est concrétisé aux yeux de tous lors de la soirée du 24 juin quand les dirigeants du CHP ont laissé leur candidat malheureux seul alors qu'eux même n'avaient pas réussi à implanter un système de contrôle numérique pour l'annonce des résultats.

La nécessité d'un parti kémaliste Avec les changements que K. Kılıçdaroğlu a apportés ces dernières années à son parti, le CHP s'est considérablement éloigné de son positionnement idéologique d'origine : le kémalisme. Ainsi, la base du parti s'est peu à peu désolidarisée du CHP tout en continuant à voter pour lui dans l'espoir que les choses changent sur la scène politique turque. Au regard de cette situation et considérant que le système mis en place au sein du CHP ne permettrait pas de façon réaliste une alternance du pouvoir à la tête du pays, M. İnce et les autres kémalistes ont cherché d'autres pistes, un nouvel espoir.

Cet espoir que les kémalistes recherchaient avec un peu d'angoisse a fini par se concrétiser sous la forme du *Memleket Partisi* (le Parti de la patrie), fondé le 17 mai 2021 par M. İnce dont la stature n'a jamais été aussi remarquable de toute sa carrière.

Le Parti de la patrie entravé par les médias

Tout comme le faisaient les chaînes proches du président Recep Tayyip Erdoğan lors du « mouvement de Gezi », les médias proches de l'opposition tels que Halk tv et Tele1 se refusent à diffuser les nouvelles concernant M. İnce et son parti.

Ceci fait échos à une autre situation relevant de l'injustice. Rappelons-nous que Şaban Sevinç (ancien directeur de la chaîne Halk tv, une chaîne proche du CHP) avait été accusé par le CHP d'accorder plus de temps d'antenne à M. İnce qu'à K. Kılıçdaroğlu lors de la campagne de 2018. Après les élections, le CHP a réussi à faire licencier Şaban Sevinç...



Dans l'attente des élections...

Le *Memleket Partisi* et M. İnce vont tenter de changer les règles de la politique en Turquie en mettant l'accent sur l'idéologie du fondateur de la République. M. İnce continue donc avec intransigeance à défendre ses idées politiques, et ce sans prêter attention aux voix qu'il pourrait gagner ou perdre en procédant ainsi. Néanmoins, il reste sur ses gardes et s'assure d'être en mesure de défendre ses positions qui se veulent politiquement et démocratiquement justes.

